



DOCUMENT DE TRAVAIL PREALABLE AU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2015

BUDGET DE LA COMMUNE

Préambule

Si l'action d'une Commune est principalement conditionnée par le vote de son budget annuel, son cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions. Le débat d'orientations budgétaires (D.O.B.) constitue la première étape de ce cycle.

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) prévoit que, dans les Communes de plus de 3500 habitants, un débat sur les orientations budgétaires ait lieu en Conseil Municipal dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif. Une délibération sur le budget, non précédée de ce débat, serait entachée d'illégalité et pourrait entraîner l'annulation du vote.



La discussion sur les orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel. Sa tenue doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le Représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante d'être informée sur l'évolution de la situation financière , de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif. Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de la Commune dans le cadre d'une vision pluriannuelle. Mais, par delà ces aspects techniques, cette discussion doit être l'occasion de présenter les orientations politiques municipales et leur impact en termes de situation financière afin de garantir les équilibres financiers dans le temps.



Contexte économique et budgétaire national

Quelques indicateurs nationaux :

- Stagnation de la croissance à 0,4% en 2014, après 0,3 % en 2012 et 2013, hypothèse retenue de 1% de croissance en 2015
- Inflation particulièrement faible, estimée à 0,5 % en 2014 et à 0,9 % en 2015.
- Recul de l'investissement des entreprises au 1er semestre 2014
- Prévision du déficit public : -4,3% du PIB en 2015 (-4,4% en 2014), qui passerait ensuite à -3,8% pour 2016, et -2,8% pour 2017
- Le Projet de Loi de Finances (P.L.F.) prévoit 21 milliards d'euros d'économies en dépenses pour l'année 2015.

Principales mesures prévues dans le PLF concernant les collectivités locales en 2015 :

- Les dotations versées par l'État aux collectivités territoriales baisseront de 3,7 milliards en 2015 (une baisse en euros courants de 11 Md€ est prévu à l'horizon 2017).
- Augmentation de l'enveloppe de certaines dotations de péréquation verticale (DSU et DSR - Dotations de solidarité urbaine et rurale)
- Montée en puissance du FPIC : passe de 570 à 780 milliards en 2015.



La Commission des Finances de l'Assemblée Nationale a adopté, le 5 novembre dernier, un amendement au projet de budget 2015, qui pourrait donner une petite bouffée d'oxygène aux collectivités territoriales confrontées à la réduction de leurs marges de manœuvre financières. Il prévoit une revalorisation en 2015 de 0,9 % des valeurs locatives servant de bases aux impôts directs locaux. Un taux qui correspond à la prévision d'inflation sur laquelle est bâti le Projet de Loi de Finances.



PREAMBULE

Qu'est ce qu'un budget ?

- Seul document légalement obligatoire
- Acte qui prévoit et autorise les recettes et dépenses d'une année
- Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'année (Budget supplémentaire, décision modificative)
- Quelques règles à respecter : équilibre - évaluation sincère - dépenses obligatoires
- Réparti en 2 sections : fonctionnement et investissement
- Chaque section doit être en équilibre, les recettes égalent les dépenses.



La section de fonctionnement

- Ce sont les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune
- Ces opérations reviennent chaque année
- En dépenses, il s'agit des dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la commune (frais de gestion), les frais de personnel, les participations aux organismes de regroupement, les subventions aux associations, les frais financiers, les amortissements et provisions...



La section de fonctionnement

- En recettes, il s'agit :

- des recettes perçues auprès des usagers (cantine, centre de loisirs, médiathèque, activités périscolaires, locations de salles et de matériel, spectacles, concessions de cimetière, droits de stationnement, redevances d'occupation du domaine public,...),
- des recettes fiscales provenant des impôts directs locaux,
- des dotations de l'Etat.

L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la Collectivité, le surplus constituant de l'autofinancement qui permettra de faire face à l'amortissement des biens et à abonder le financement des investissements prévus.

Ainsi, la capacité d'autofinancement est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent alimente la section d'investissement en recettes.



La section d'investissement

- Par nature, la section d'investissement a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité
- Elle retrace les dépenses et recettes ponctuelles, qui modifient la valeur du patrimoine : acquisitions immobilières, travaux nouveaux (construction d'un équipement).



La section d'investissement

- Les recettes d'investissement sont des recettes destinées au financement des dépenses d'investissement engagées : les subventions d'investissement, les emprunts, le produit de la vente de patrimoine...
- Il est possible également de financer des dépenses d'investissement par l'autofinancement c'est à dire la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement

Lorsqu'une Collectivité Locale souhaite réaliser des dépenses nouvelles d'investissement (construction d'un nouvel équipement, achat de terrains...), elle peut les financer :

- en obtenant des subventions d'équipement qui couvriront une partie des dépenses
- en recourant à l'emprunt,
- en ayant recours à l'autofinancement donc en réalisant des économies sur les dépenses de fonctionnement ou en augmentant les recettes de fonctionnement (augmentation des impôts, augmentation des produits perçus par les usagers).



Situation de la Commune

Les ratios budgétaires présentés dans le tableau ci-après, mis à jour chaque année, mais publié avec un an de retard, permettent de situer la Commune du VAL par rapport aux Communes de Métropole et d'Ile de France. Ces comparaisons s'effectuent sur la base des données 2013 disponibles sur les sites du Ministère de l'Economie et des Finances.



ANALYSE DES EQUILIBRES FONDAMENTAUX - DONNEES 2013 -

Source site officiel « minefi.gouv »

Population légale en vigueur au 1er janvier de l'exercice : 4.250 habitants

2013	en milliers d'euros	Euros par habitant	Moyenne de la strate
<u>OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT</u>			
<u>Total des produits de fonctionnement (A)</u>	<u>3300</u>	<u>776</u>	<u>1027</u>
Dont impôts locaux	1687	397	407
Dont autres impôts et taxes	253	60	55
Dont DGF et péréquations	720	170	192
<u>Total des charges de fonctionnement (B)</u>	<u>2970</u>	<u>699</u>	<u>891</u>
Dont charges de personnel	1574	370	413
Dont achats et charges externes	919	216	242
Dont charges financières	70	16	31
Dont contingents	145	34	35
Dont subventions versées	115	27	56



RESULTAT COMPTABLE (R = A - B)	<u>330</u>	<u>78</u>	<u>136</u>
<u>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>			
Total des ressources d'investissement (C)	<u>1622</u>	<u>382</u>	<u>475</u>
Dont emprunts bancaires et dettes	500	118	91
Dont subventions reçues	98	23	68
Dont FCTVA	101	24	39
Total des emplois d'investissement (D)	<u>894</u>	<u>210</u>	<u>487</u>
Dont dépenses d'équipement	686	161	375
Dont remboursement d'emprunts et dettes	160	38	76
Capacité de financement résiduel de la section d'investissement (E = C - D)	<u>728</u>	<u>171</u>	<u>-13</u>
Résultat d'ensemble (R-E)	<u>1058</u>	<u>249</u>	<u>124</u>
<u>AUTOFINANCEMENT</u>			
Excédent brut de fonctionnement	406	96	203
Capacité d'autofinancement (CAF)	362	85	177
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	201	47	100
<u>ENDETTEMENT</u>			
Encours total de la dette au 31/12/2013	1728	407	814
Annuité de la dette	228	54	106



<u>FONDS DE ROULEMENT</u>			
Fonds de roulement	1618	381	231
<u>ELEMENTS DE FISCALITE DIRECTE LOCALE</u>			
<u>Bases nettes imposées au profit de la Commune</u>			
Taxe d'habitation	7633	1796	1279
Taxe foncière sur les propriétés bâties	4503	1059	1108
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	65	15	22
<u>Taux</u>		<u>Taux votés</u>	<u>Taux moyen de la strate</u>
Taxe d'habitation		11,50	13,80
Taxe foncière sur les propriétés bâties		16,60	19,22
Taxe foncière sur les propriétés non bâties		87,31	51,84
<u>Produits des impôts locaux</u>	<u>en milliers d'euros</u>	<u>Euros par habitant</u>	<u>Moyenne de la strate</u>
Taxe d'habitation	878	207	177
Taxe foncière sur les propriétés bâties	747	176	213
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	57	13	11



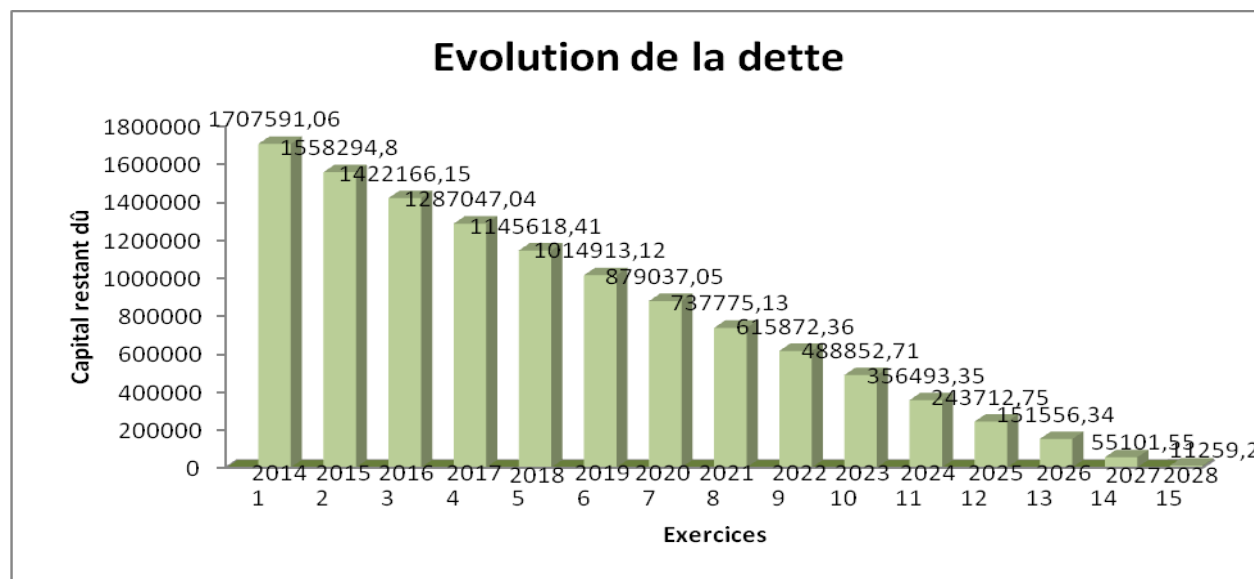
BUDGET PRINCIPAL

I - ENDETTEMENT DE LA COMMUNE

L'endettement des communes apparaît le plus souvent cyclique. Après une période d'endettement leur permettant de réaliser de gros investissements, elles se désendettent.

C'est le cas de la Commune du VAL qui, après avoir porté la réalisation d'équipements structurants, a engagé son désendettement.

Jusqu'en 2012, un autofinancement adapté a permis à la Commune de réaliser annuellement les investissements dont elle avait besoin sans emprunter. Naturellement, la charge de la dette connaît une évolution similaire à l'encours de la dette (sans être parallèle en raison des modalités de remboursements des prêts), c'est-à-dire une diminution continue. Un emprunt de 500.000 € a été contracté en janvier 2013 pour faire face aux opérations d'investissement envisagées dès 2012 (acquisition foncière, travaux de voirie, ...).

LA CHARGE DE LA DETTE

Exercice	Restant dû au 31/12/n en K/€
2013	1.868
2014	1.707
2015	1.558
2016	1.422
2017	1.287
2018	1.145
2019	1.015
2020	879
2021	737
2022	616
2023	489
2024	356
2025	244
2026	151
2027	55
2028	11



1) LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT

Rappel : Le niveau d'endettement se mesure notamment à partir d'un ratio appelé « capacité de désendettement ». Ce ratio, qui rapporte l'épargne brute à l'encours de la dette, permet d'identifier, en nombre d'années, l'endettement d'une commune. Il permet de répondre à la question suivante : en combien d'années une commune pourrait-elle rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut ? La capacité de désendettement doit être inférieure à 8 ans pour qu'une commune soit située dans une zone « verte ».

Pour autant, cet indicateur ne peut résumer à lui seul la totalité d'une analyse financière et il doit être mis en perspective. En effet, une commune en phase d'investissement et donc d'endettement peut très bien accepter de laisser ce ratio se dégrader sur un ou deux exercices pour le ramener progressivement vers des niveaux acceptables c'est-à-dire en dessous de dix ans.

En K/€	CA 2013	CA 2014
Encours de dette au 31/12/n	1.868	1.707
Epargne brute (CAF brute)	361	322
Capacité de désendettement (en années)	5.17	5.30



II - LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT MAITRISEES

Rappel : Les dépenses réelles de fonctionnement s'entendent de l'ensemble des dépenses de l'exercice budgétaire entraînant des mouvements réels c'est-à-dire qui donnent lieu à décaissement et sont exécutés par l'émission d'un mandat. Cette définition exclut par conséquent les opérations d'ordre budgétaire qui ne donnent pas lieu à décaissement tel l'amortissement ou le virement à la section d'investissement.

En k/€	CA 2013	CA 2014
Dépenses réelles de fonctionnement	2.890	2.889
Population DGF	4461	4484
Dépenses réelles de fonctionnement /habitant	648	644
Ratio moyen pour les communes de même strate	891	Non connu à ce jour

A noter que la Commune La Commune se situe largement en dessous de la moyenne de la strate.

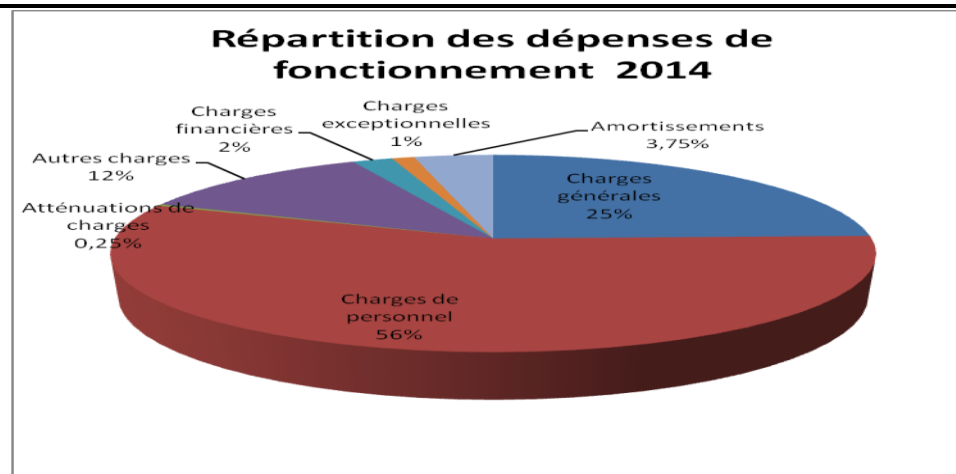


L'augmentation du montant des dépenses réelles de fonctionnement pour 2013, à raison d'environ 300.000 €, provient du fait que, certains chantiers de réfection de voies communales relevant de l'entretien, le paiement des travaux a dû être imputé sur la section de fonctionnement.

Le maintien des dépenses réelles à un montant de 2.900 k/€ en 2014, alors qu'aucun chantier de réfection de chemins n'a été réalisé, provient d'une augmentation d'environ 111.000 € de frais de personnel, de 47.000 € d'indemnités de fonction des élus, de 33.000 € de charges exceptionnelles et de 38.000 € d'amortissements. A noter que par contre le chapitre 011 - Charges de gestion courante a diminué de 181.500 € et que c'est à ce chapitre qu'étaient imputées la dépense relative à la réfection des chemins. Voir commentaires ci-après.



LA STRUCTURATION DE NOS DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



Evolution des dépenses de fonctionnement depuis 2013

DEPENSES	2013	Part de chaque chapitre en 2013	2014	Part de chaque chapitre en 2014
011-Charges générales	929.944	31 %	748.485	25 %
012-Personnel	1.602.822	53 %	1.713.451	56 %
014-Atténuations de charges	0	0 %	7.847	0,25 %
65-Autres charges	317.198	11 %	364.156	12 %
66-Charges financières	69.781	2 %	60.330	2 %
67-Charges exceptionnelles	232	0.01 %	33.469	1 %
68-Amortissements	79.558	2.65 %	117.689	3,75 %
TOTAUX	2.999.535	100 %	3.045.427	100 %



LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT :

	2013		2014	
Charges à caractère général	929.944	} 317.198	748.485	} 364.156
Charges de personnel	1.602.822		1.713.451	
Atténuations de charges	0		7.847	
Indemnité des élus	56.564		100.106	
Subventions et participations	182.266		197.935	
Dépenses des délégations	78.368		66.115	
Pertes sur créances irrécouvrables	0		33.469	
Intérêts des emprunts	69.781		60.330	
Totaux	2.919.745		2.927.738	

A noter qu'au total doivent être ajoutés les amortissements pour 117.689 €, soit un total de 3.045.427 € (correspondances page 19).



1) LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Elles comprennent tous les frais de gestion courante d'une Collectivité (frais d'eau, d'électricité, de carburant, de fournitures diverses, les locations mobilières et immobilières, les frais d'entretien des bâtiments, de la voirie, du matériel divers et roulant, les honoraires, les frais d'affranchissement et de téléphone, les impôts fonciers, la documentation diverse (dont les abonnements et livres de la médiathèque), et les dépenses de fêtes et cérémonies.



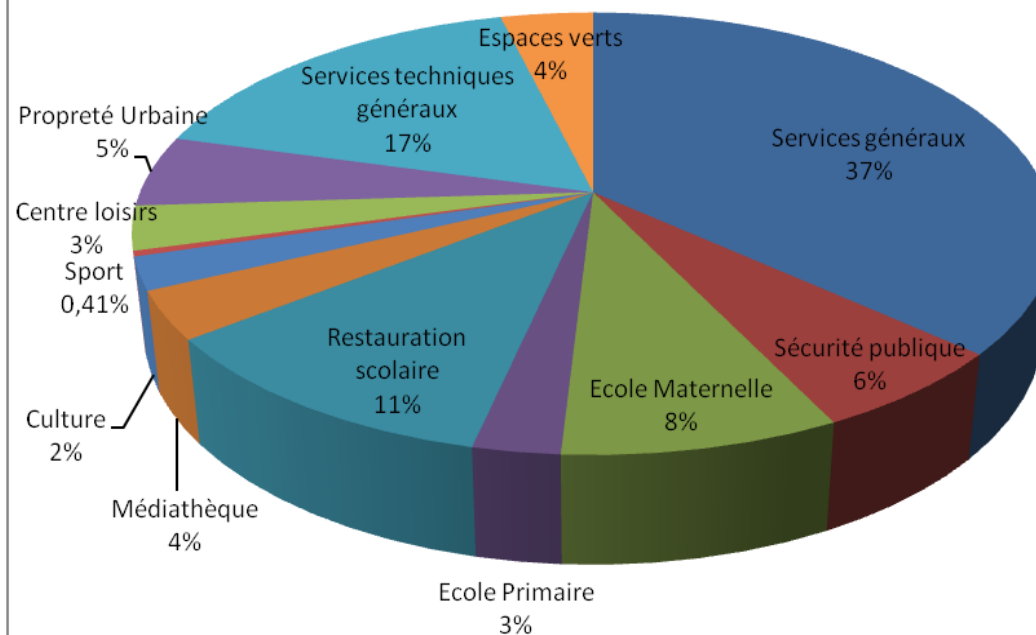
2) LES FRAIS DE PERSONNEL

Répartition par fonction (ou service) :

	FONCTION (ou SERVICE)	REALISE 2013	PART (%) DE CHAQUE FONCTION		REALISE 2014	PART (%) DE CHAQUE FONCTION	
1	020 - SERVICES GENERAUX	541.183	33.77		627.000	36.59	
2	112 - SECURITE PUBLIQUE	97.040	6.05		104.927	6.12	
3	211 - ECOLE MATERNELLE	124.376	7.76		140.654	8.20	
4	212- ECOLE PRIMAIRE	43.965	2.74		44.165	2.58	
5	251 - RESTAURATION SCOLAIRE	189.488	11.82		188.600	11.00	
6	321 - MEDIATHEQUE	54.106	3.38		59.909	3.51	
7	33 - ACTION CULTURELLE	53.968	3.36		40.870	2.38	
8	40 - SPORT	19.536	1.22		6.853	0.41	
9	421 - CENTRE DE LOISIRS	48.605	3.03		55.343	3.23	
10	813 - PROPRETE URBAINE	85.917	5.36	} 26.87	89.573	5.23	} 25,98
11	820 - SERVICES TECHNIQUES	283.791	17.72		288.967	16.86	
12	823 - ESPACES VERTS	60.847	3.79		66.589	3.89	
	TOTAL	1.602.822	100		1.713.451	100	



Charges de personnel 2014



**LES SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS :**

	2014		2015
	PREVU	REALISE	PREVISIONS
<u>LES SUBVENTIONS</u>			
Associations et aides diverses	71.500	72.721	73.000
C.C.A.S.	10.000	10.000	10.000
<u>LES PARTICIPATIONS</u>			
Transports scolaires (Départements)	45.000	47.958	56.300
Service d'incendie et de secours	65.434	65.434	65.683

Rappel :

participation pour les transports scolaires : le Conseil Général a encore prévu une augmentation. Une étude pourrait être menée pour statuer sur une éventuelle participation des familles pour les sensibiliser sur le fait que dès lors qu'un enfant est inscrit, la participation à payer par la Commune est due au Département, que l'enfant prenne régulièrement le car ou pas. A voir également le cas des élèves de Maternelle domiciliés sur la Route de Vins (coût annuel : 5.170 € en 2014 et 11.650 € en 2015 pour 5 élèves).

Pour le montant affecté à la ligne « associations et divers » sont compris les aides aux familles pour les sorties scolaires et divers versements (1.464 € en 2014). Les subventions aux associations 2014 sont détaillées sur l'annexe jointe au présent document pour un total de 71.257 €. Pour 2015, un montant de 73.000 € est proposé (les demandes sont étudiées par la commission des subventions).



LES DEPENSES DE DELEGATIONS :

	2014		2015
	Prévu	Réalisé	Prévisions
SYMIELECVAR	55.880	29.108	64.800
SIVAAD	6.396	6.396	6.500
SIVU DE LA LOUBE	40.000	30.000	50.000
TOTAL	102.276	65.504	121.300

Les participations étalées relatives aux travaux entrepris par l'intermédiaire du SYMIELECVAR sont imputées à la section de fonctionnement (poste Bramefan 5.420 € + Av Droits Homme 1.908 € + St Jacques 966 € + PAE Les Vergers 19.752 €).

En 2015 s'ajoute la moitié de la participation pour les travaux d'économie d'énergie sur l'éclairage public réalisés en 2014, soit 18.645 €.

A ces participations aux travaux doivent être ajoutées les participations au fonctionnement du syndicat et la participation pour transferts de compétences, soit un total d'environ 1.100 €.

Pour le SIVU de LA LOUBE la participation a été maintenue à 40.000 € pour 2015 mais le nombre d'heures de prestations est augmenté. Toutefois la facture du 4^{ème} trimestre 2014 ayant été reçue en 2015, un complément de 10.000 € devra être crédité (report de 2014).



LES INTERETS DES EMPRUNTS :

VOIR PAGES 14 A 16

Marge de manœuvre :

L'objectif est de préserver une épargne de gestion et une capacité d'autofinancement (CAF) à un niveau satisfaisant.

L'épargne de gestion est égale à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts des emprunts. Ce solde représente l'autofinancement dégagé sur les opérations courantes de la section de fonctionnement. Il évolue favorablement depuis 2009.

Les chiffres officiels pour 2014 ne sont pas encore en ligne sur le site officiel minefi.gouv.fr

Une analyse financière réalisée en interne est annexée au présent document.

Globalement, on peut prévoir entre 2014 et 2015 une stabilité des dépenses de fonctionnement.



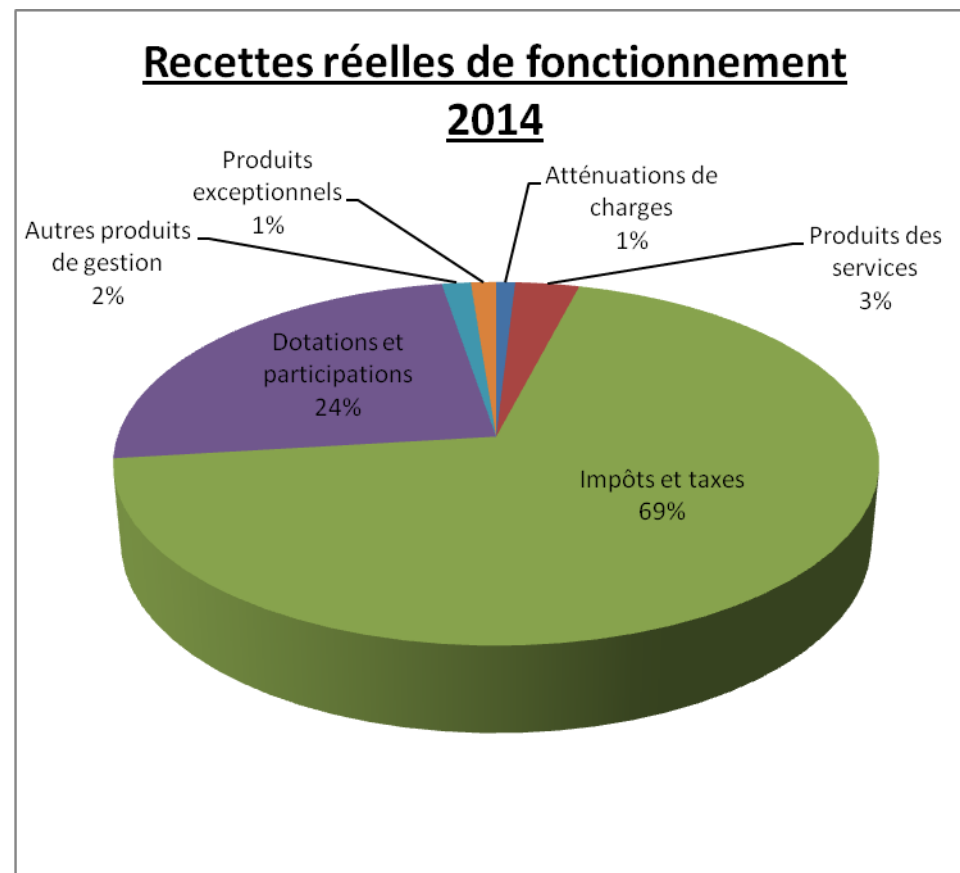
LA STRUCTURATION DE NOS RECETTES DE FONCTIONNEMENT

RECETTES	2014	Part de chaque chapitre en 2014 %
013-Atténuation de charges	30.030	0.92
042-Immobilisations corporelles (travaux en régie)	0	0
70-Produits des services	101.205	3.12
73-Impôts et taxes	2.238.741	69.05
74-Dotations et participations	786.910	24.27
75-Autres produits de gestion courante	45.853	1.41
77-Produits exceptionnels	39.906	1.23
TOTAUX	3.242.645	100 %

Le chapitre 013- Atténuations de charges- représente le remboursement des indemnités journalières par l'assurance à la Commune lors des arrêts de travail du personnel.

Le chapitre 74 - Dotation et participation - a perdu en 2013 environ 93.000 € dû à la baisse des dotations de l'Etat essentiellement et une perte de 32.000 € a été encore constatée en 2014, soit 125.000 € sur deux ans.

D'autre part, à ce total 2014 de 3.242.645 € il faut ajouter le montant des amortissements des subventions pour 55.157 €. Le total ainsi obtenu s'élève à 3.297.802 €





2)-IMPOTS ET TAXES :

EVOLUTION DE LA FISCALITE de 2008 à 2014

Les taux d'imposition communaux n'ont pas été augmentés depuis 2006, à savoir :

TAXE D'HABITATION	11,50 %
TAXE FONCIER BATI	16,60 %
TAXE FONCIER NON BATI	87,31 %

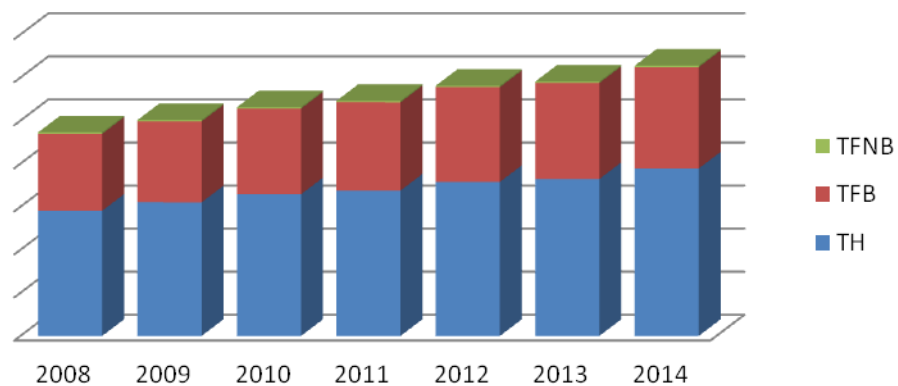
Le produit des contributions directes reversé à la Commune a évolué depuis 2006 en raison des révisions des bases d'imposition par les Services Fiscaux, bases utilisées comme assiette des impôts prélevés pour la Région et le Département.



Evolution des bases d'imposition par type d'impôt de 2008 à 2014

	TH	TFB	TFNB
2008	5 814 483	3 571 378	67 097
2009	6 206 540	3 754 825	66 247
2010	6 579 868	3 977 691	65 294
2011	6 751 000	4 099 000	65 700
2012	7.153.931	4.401.838	65.138
2013	7.288.000	4.459.000	67.300
2014	7.776.000	4.708.000	64.700

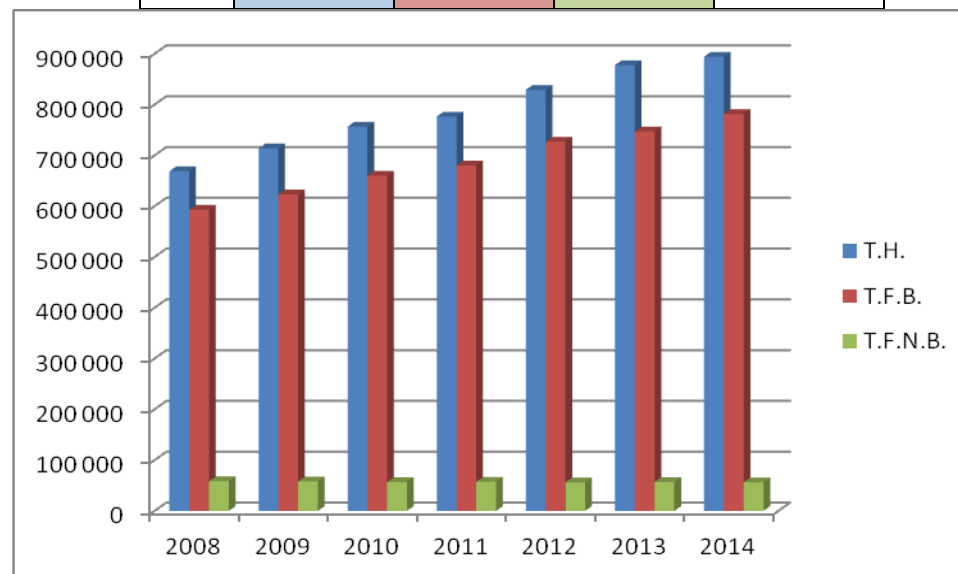
Evolution des bases d'imposition 2008/2014





Evolution des produits des contributions directes par type d'impôt de 2008 à 2014 :

	T.H.	T.F.B.	T.F.N.B.	TOTAL
2008	668 666	592 849	58 582	1.320.097
2009	713 752	623 301	57 840	1.394.893
2010	756 685	660 297	57 008	1.473.990
2011	776 365	680 434	57 363	1.514.162
2012	829 035	726 914	56 402	1.612 351
2013	877 751	747 420	56 978	1.682.149
2014	894 240	781 528	56 490	1.732.258





Le produit de la fiscalité au VAL évolue uniquement grâce à la réévaluation annuelle des bases mais aussi par l'évolution de l'habitat ce qui explique les fluctuations d'une année sur l'autre alors que les taux sont restés identiques.

Les bases d'imposition seront revalorisées forfaitairement en 2015 de 0,9 % (ce coefficient de revalorisation est fixé par le gouvernement dans la loi de Finances pour 2015). Cette revalorisation correspond à l'inflation prévisionnelle corrigée pour 2014. Pour mémoire, la revalorisation des valeurs locatives était en 2009 de 2,5%, et en 2010 de 1,2 %, puis de 1,8 % en 2012 et 2013, et de 0,9 % en 2014.

Les taux d'imposition communaux resteront stables en 2015.

Le produit des contributions directes (Taxe d'Habitation, Taxe Foncière Bâtie et Taxe Foncière Non Bâtie) devait donc s'élever à environ

$$1.732.258 (2014) + 0,9 \% = 1.747.848 \text{ € pour 2015.}$$

Les services fiscaux ont transmis début mars 2015 l'état de notification des bases d'imposition prévisionnelles 2015 et donc celles des produits des 3 taxes directes locales. Le montant à percevoir sera de l'ordre de **1.772.666 €**. La différence entre le montant provenant de l'application de la majoration de 0.9 % et le montant de l'état reçu provient de la majoration des bases d'imposition par rapport à 2014.

Rappel : Contributions directes = taux d'imposition (fixé par le Conseil Municipal) x bases d'imposition (notifiées par les services fiscaux).



-Communauté de Communes du Comté de Provence :

L'attribution de compensation est versée par la CCCP à chacune de ses Communes membres. Elle constitue une dépense obligatoire pour la Communauté. Elle est égale au produit de la taxe professionnelle perçue par la Commune l'année précédant son entrée dans la Communauté diminuée du coût net des charges transférées.

L'attribution de compensation devrait s'élever à environ 217.400 € comme en 2014.

La dotation de solidarité est un reversement facultatif de l'EPCI vers ses Communes membres dont le montant est fixé librement par le Conseil Communautaire. Les critères de répartition ont été arrêtés par la Communauté en tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal par habitant, les autres critères étant fixés librement. Le montant de la dotation de solidarité n'est pas encore connu pour 2015 mais il devrait être identique à celui de 2014 (58.250 €)



3)-LES DOTATIONS :

Dotations de l'Etat	2013	2014	2015
Dotation Forfaitaire- D.G.F.	614 616	592.490	574.715
Dotation Solidarité Rurale	48.729	46.014	45.000
Dotation Nationale de Péréquation	57.100	51.391	50.000
Attributions de compensations Etat	93.903	91.166	96.100
Dotations diverses (Dépt-Région,etc...)	4.626	5.849	5.000
Totaux	818.974	786.910	770.815

En 2013, stabilisation des concours financiers de l'Etat. Ces concours ont donc été gelés pour la troisième année consécutive, sauf pour la D.G.F. en légère augmentation (en moyenne + 0,3 %).

En 2014, les dotations de l'Etat aux Collectivités locales diminuent de 1,5 milliards d'euros. Cette baisse a pesé sur la dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes : - 3,6 %.

En 2015, les dotations de l'Etat aux Collectivités locales diminuent de 3,67 milliards d'euros. La minoration de la DGF est plafonnée à 3 % de la dotation de 2014.

LA FISCALITE INDIRECTE :

La fiscalité indirecte est constituée essentiellement de la taxe sur la consommation d'électricité (114.500 € en 2014) et de la taxe additionnelle aux droits de mutation (94.644 € en 2014).



4)-LES PRODUITS DES SERVICES :

Le produit des services est essentiellement composé des redevances de cantine scolaire et de l'accueil de loisirs sans hébergement (+ médiathèque).

Il comprend aussi les ventes de concessions de cimetière.

Depuis 2011, il inclut également les redevances d'occupation du domaine public et le prélèvement sur les budgets de l'eau et de l'assainissement d'une quote-part sur les frais de personnel.

Produits des Services	2013	2014
Concessions de cimetière	2.947	4.367
Redevance d'occupation domaine public (EDF-FRANCE TELECOM)+ REGIE DROITS PLACE)	5.238	1.335
Redevances à caractère culturel (Médiathèque) et de loisirs (ALSH)	23.531	20.722
Redevances des services péri-scolaire (cantine, NAPS)	73.911	69.722
Remboursement frais personnel budgets eau et asst	0	4.913
Divers	1.321	145
Totaux	106.948	101.204



LES PRODUITS DE GESTION COURANTE :

Il s'agit essentiellement des revenus des immeubles mis en location (appartement de l'école primaire, bureaux et appartement de La Poste, bail fermage du vignoble de Châteaurenard, terrain du berger, implantation des diverses antennes relais de Notre Dame).

Sont inclus également dans ce chapitre les produits des diverses régies municipales (photocopies, fourrière, marché hebdomadaire, location de salles, droits de place,).

LES ATTENUATIONS DE CHARGES :

Elles sont composées essentiellement du remboursement, par l'assurance spécifique contractée par la Commune, des frais de personnel en arrêt de travail (congé maladie ou AT) (compte 6419).

LES RECETTES EXCEPTIONNELLES :

Elles sont composées essentiellement du remboursement des sinistres par l'assurance multirisques (dégradations, vols, etc...) et de remboursements divers.

Ces recettes ne peuvent être évaluées en début d'année (remboursement sur sinistres à venir par exemple).



SECTION D'INVESTISSEMENT

Evolution des dépenses réelles d'investissement depuis 2013

CHAPITRE	DEPENSES	2013	2014
16	Remboursement du capital	160.178	165.265
13	Remboursement subventions		
20 à 23	Dépenses équipement	733.447	189.381
	TOTAUX	893.625	354.646



Evolution des recettes réelles d'investissement depuis 2013

CHAPITRE	RECETTES	2013	2014
10	FCTVA	100.770	0
	T.L.E./Taxe aménagement	52.315	45.109
	Excédent de fonctionnement	790.870 Excédent de 2012 totalement affecté à l'investissement	74.783 Solde de l'excédent de 2013 de 329.684 €, la différence ayant été conservée en fonctionnement pour les travaux sur les chemins
13	Subventions	97.510	255.222
040	Amortissements	79.558	117.689
041	Intégrations	346	0
16	Emprunt	500.600	0
	TOTAUX	1.621.969	492.803

A noter que le versement du FCTVA 2014 n'est pas parvenu en Mairie en 2014. Le produit n'a donc pas pu être encaissé en 2014 mais le sera en 2015 pour un montant d'environ 90.000 €.



LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT REALISEES OU COMMANDEES EN 2014

Libellé opération	Libellé imputation	REALISES 2014	ENGAGES 2014 POUR 2015
ECOLE. MATERNELLE	Menuiseries et volets		7.648
ECOLE PRIMAIRE	Menuiseries	3.456	
	Jeux de cour	3.895	
	Etanchéité terrasse		17.039
VOIRIE VILLAGE	Réfection de rues et plantations	6.000	
SERVICES TECHNIQUES	Véhicule DACIA	10.321	
	Equipement DACIA + barrières ville	9.291	
HOTEL DE VILLE	Rénovation de façades		11.126
IMM PL LIBERATION	Honoraires Architecte		5.520
CHAPELLE N-D PITIE	Etudes (partie)	33.654	1.215
CHEMINS	Etudes (SPL 8.790 €/an-2014-2017)		26.372
RUE NATIONALE-PLACE GAMBETTA	Honoraires Architectes		54.308
VIDEOSURVEILLANCE	Matériel et pose	1.165	



EGLISE	Peintures intérieures	15.600	
MATERIEL DIVERS	Véhicules Svces Techniques	Rachat Kangoo 4.620	4x4 ST/CCFF 16.000
	Mobilier et matériel divers dont voirie	30.380	19.157
	Logiciels / Licences	2.448	7.751
AGEN CEMENTS DIVERS	Travaux maison de la musique	5.246	
	Porte local PI Pénitents	896	
CIMETIERE	Mission SPL	504	
	Relevé topographique	1.017	
ECLAIRAGE PUBLIC	Travaux économie énergie	60.889	
RESEAU PLUVIAL	Etudes schéma directeur		4.186
	TOTAUX	189.382	170.322

Au total des réalisations de 2014, soit 189.382 €, il faut ajouter les amortissements des subventions, soit 55.157 € et le remboursement du capital des emprunts soit 165.265 €. On obtient alors le montant total des dépenses d'investissement soit 409.803 € inscrit aux **COMPTES ADMINISTRATIF ET DE GESTION 2014**



LES RECETTES D'INVESTISSEMENT REALISEES OU NOTIFIEES EN 2014

Libellé opération	Libellé tiers	REALISES 2014	ENGAGES 2014 POUR 2015
RUE NATIONALE-PLACE GAMBETTA	DEPARTEMENT		140.000
REFECTION CHEMINS-RUES	DEPARTEMENT	203.849	149.151
CHAPELLE N-D DE PITIE	ETAT	12.501	79.233
PAE VERGERS GDES TERRES	Participations PAE	29.872	
AMENDES DE POLICE	DEPARTEMENT	9.000	
TAXE AMENAGEMENT	ETAT	45.109	
	TOTAL		368.384
F.C.T.V.A.	ETAT		88.700
	TOTAUX	300.331	457.084

Au total des réalisations de 2014, soit 300.331 €, il faut ajouter les amortissements des études, travaux et immobilisations corporelles, soit 117.689 €. On obtient alors le montant total des recettes d'investissement soit 418.020 € inscrit aux COMPTES ADMINISTRATIF ET DE GESTION 2014



PRESENTATION DES PRIORITES DU BUDGET PRIMITIF 2015 AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT

Le budget primitif 2015, qui sera voté en avril 2015, devra assurer, comme en 2014, :

- une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement
- un niveau d'autofinancement nécessaire au financement des investissements afin de limiter le recours à l'emprunt qui sera inéluctable à plus ou moins brève échéance.

INTEGRATION DES DEPENSES ET RECETTES ENGAGEES EN 2014 ET A INSCRIRE AU BUDGET 2015 :

Total des dépenses engagées en 2014.....170.322 €

Total des recettes engagées en 2014.....457.084 € (y compris FCTVA)

Les opérations à inscrire à compter de 2015 doivent donc trouver leur financement propre hormis les apports financiers de la section de fonctionnement (excédent reporté de l'année 2014 et éventuellement virement de l'année 2015).

Le résultat de clôture de la section d'investissement pour l'exercice 2014 présente un solde créditeur de 1.296.128 € et de 582.059 € pour la section de fonctionnement. VOIR COMPTE DE GESTION.



POSSIBILITES DE PREVISIONS POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET 2015

A la date de la rédaction de ce document « débat d'orientation budgétaire », l'équilibre de la section d'investissement peut se résumer comme suit :

<u>Recettes</u>		<u>Dépenses</u>	
Excédent d'investissement reporté 2014	1.296.128	Opérations 2014 engagées	170.322
Excédent de fonctionnement 2014 (partie des 582.059 € pour remboursement du capital des emprunts)	150.000	Amortissement des subventions et participations	65.660
Virement de la section de fonctionnement 2015	90.603	Remboursement capital des emprunts	150.000
F.C.T.V.A. (2013 pour environ 90.000 € et +2014 pour environ 30.000 €)	120.000	Intégration d'immobilisations incorporelles (études)	5000
Taxe d'aménagement	60.000	Travaux en régie	50.000
Subvention Conseil Général 2015 (Place Gambetta/Rue Nationale)	140.000	<u>Sous total</u>	<u>440.982</u>
Subventions 2015-Chapelle ND Pitié- Etat-Région-CCCP-Divers	200.000		
Subventions et participations diverses reportées de 2014	368.384		
Amortissements	134.000	Programmes 2015	2.123.133
Intégration d'immobilisations incorporelles (études)	5000		
<u>TOTAL</u>	<u>2.564.115</u>	<u>TOTAL</u>	<u>2.564.115</u>



PROGRAMME 2015 - DETAILS DES OPERATIONS POTENTIELLES

TRAVAUX DE VOIRIE (containers enterrés et av. Jean Moulin)	200.000
TRAVAUX CHAPELLE « NOTRE DAME DE PITIE »	290.000
TRAVAUX PLACE GAMBETTA/RUE NATIONALE	500.000
TRAVAUX IMMEUBLE PLACE LIBERATION (+câblages)	170.000
TRAVAUX DIVERS (Toiture Imm. Rue Niel-Travaux divers)	440.000
TRAVAUX ECOLES ET CANTINE	40.000
ACQUISITION DE MATERIEL DIVERS	163.133
ACQUISITIONS FONCIERES (TAXIL - Terrain et remise)	220.000
ELABORATION DU PLU	100.000
TOTAL	2.123.133